ARRETE N° ………………………………………

**portant réintégration après congé parental**

**Logo Collectivité**

M/Mme …………………………………….......

**c**atégorie………………………………………

*Les éléments en italique bleu ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

Grade ……………………………………………

**Le Maire *(le Président)*** de ……………………………………………….,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

*VU le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ; (Le cas échéant)*

*VU le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale ; (Le cas échéant)*

Considérant que M *(Mme)* ……… a été placé*(e)* en congé parental du …… au …… inclus,

VU la demande de réintégration à compter du …… présentée par M *(Mme)* ……… par courrier en date du ……,

Considérant que M *(Mme)* ……… a bénéficié d’un entretien avec le *(ou la)* responsable des ressources humaines en date du …… *(6 semaines au moins avant la date de réintégration)*,

Considérant l’arrêté en date du ……, à effet du ……, fixant la dernière situation de M *(Mme)* ………, *(grade)* ……, au … échelon, Indice Brut …, Indice Majoré …, avec une ancienneté de ……,

Considérant les droits à l’avancement d’échelon acquis pendant la durée du congé parental,

*Considérant que M (Mme)* *……… remplit les conditions d’ancienneté et que sa valeur professionnelle justifie un avancement à l’ancienneté …… , (le cas échéant)*

*VU l’avis de la Commission Administrative Paritaire, (le cas échéant, si avancement)*

**ARRETE**

ARTICLE 1 :

A compter du………………………………………, M *(Mme)* .……........ *(prénom, nom, emploi, grade)* est réintégré*(e)* dans des fonctions du grade de……………………………….

A la date précitée, M *(Mme)* ……… est classé*(e)* au …… échelon, Indice Brut ……, Indice Majoré ……, avec une ancienneté de ……,*(Attention ! la 1ère année du congé parental, 100% des services sont repris. A compter de la 2ème année du congé parental, 50% des services sont repris),*

*Compte-tenu de l’ancienneté, à la même date, M (Mme)* *……… bénéficie d’un avancement au …… échelon, Indice Brut ……, Indice Majoré ……, sans ancienneté (ou avec une ancienneté de ……),(le cas échéant)*

ARTICLE 2 :

Il *(elle)* sera réaffecté*(e)* dans sur son poste.

En cas de suppression ou de transformation du poste, M *(Mme)* ……… sera affecté*(e)* dans un poste correspondant à son grade, le plus proche de son dernier lieu de travail, éventuellement à sa demande, dans un emploi le plus proche de son domicile.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Général des services *(ou le secrétaire général)*  est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’intéressé*(e)*, ampliation sera adressée au président du Centre de Gestion de la Haute-Savoie et au comptable de la Collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire *(le Président),*

*(prénom, nom lisibles et signature)*

ou

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le Maire *(ou le Président)*,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :